

Samir AMIN

L'hégémonisme des Etats Unis et l'effacement du projet européen

I. L'OTAN : au service de quelle politique ?

- L'intervention de l'OTAN en Yougoslavie a été présentée par les médias dominants comme motivée exclusivement par la volonté des sociétés démocratiques du monde atlantique de mettre un terme aux atrocités perpétrées au Kosovo par les autorités de Belgrade. Au regard de cette motivation noble les erreurs éventuelles (fallait-il bombarder la Serbie ou intervenir autrement ?) prennent la dimension de débats secondaires ne remettant pas en cause la justesse de principe de l'intervention de l'OTAN – bras armé de la démocratie. Comme il est interdit de mettre en doute les intentions des gouvernements de l'OTAN, du coup les débats fondamentaux sont évacués ; ceux qui interrogent la nature de l'OTAN, l'asymétrie qui la caractérise dans les rapports Etats Unis/ alliés européens, les objectifs éventuels d'une stratégie propre de Washington, leurs rapports conflictuels possibles avec ceux du projet européen, les exigences réelles du progrès de la démocratie, questions sur lesquelles cet article sera centré.

La thèse que je développerai est que la guerre du Kosovo révèle chaque jour plus clairement la vision stratégique tridimensionnelle des Etats Unis, à laquelle les Européens sont ralliés, et dont les éléments constitutifs, inséparables les uns des autres sont : la mondialisation dérégulée des marchés, l'utilisation de la puissance militaire des Etats Unis et de l'OTAN comme force de police à vocation universelle, l'adhésion au système des valeurs et des pratiques (d'un caractère démocratique douteux pour le moins qu'on puisse dire) congruent avec les exigences de la mondialisation libérale. Je soutiendrai que ce projet d'ensemble efface celui propre à l'Union Européenne, qui perd toute sa consistance potentielle au bénéfice d'une réaffirmation de l'hégémonisme des Etats Unis.

- L'OTAN a été créé en 1949 pour assurer dit-on la défense de l'Europe occidentale contre une agression éventuelle de l'Union soviétique. Que cette menace ait été réelle ou non (et pour ma part je dis que cette menace n'existait pas, l'URSS n'ayant jamais imaginé s'avancer au delà des frontières du « partage de Yalta ») et en conséquence qu'elle ait été une exigence incontournable ou seulement le prétexte par lequel les Etats Unis ont établi leur hégémonie politique sur l'ensemble du monde capitaliste, venant en complément de la suprématie économique dont ils bénéficiaient au lendemain de la seconde guerre mondiale (et pour ma part j'affirme que la mise en tutelle de l'Europe était le seul objectif véritable de l'OTAN), constituent des questions d'histoire que je n'examinerai pas ici, ne serait-ce que parce que l'URSS ayant disparu de la scène la menace qu'elle aurait représentée n'existe plus.

Si j'ai condamné catégoriquement l'intervention de l'OTAN en question c'est précisément pour la distinguer du droit des Européens à assurer leur propre défense. Ce droit, dans l'état actuel de développement de la civilisation humaine, est imprescriptible. Les Etats Européens individuellement et collectivement, par le biais de l'Union Européenne ont, tout comme toutes les nations de la planète, le droit de constituer des forces armées capables de résister à tout agresseur voire de le dissuader. Et même si, dans l'état actuel des choses personne ne menace l'Europe, ce droit à la défense reste imprescriptible.

Mais l'OTAN ne constitue pas le moyen de répondre correctement à la question posée – car, l'OTAN n'est pas une alliance entre égaux ; elle place nécessairement les alliés européens en position de subalternes contraints de s'aligner sur les objectifs propres des Etats Unis. De Gaulle est le seul homme politique européen important de l'après guerre qui ait compris le vice fatal qui caractérise cette organisation.

- L'histoire de la dernière décennie, de la guerre du Golfe à celle du Kosovo démontre que l'OTAN n'agit et n'agira que pour servir les objectifs de Washington et rien d'autre. Car l'OTAN n'interviendra que si les Etats Unis le décident et n'agira pas si ceux-ci ne le veulent pas. La guerre du Kosovo en a donné des images fulgurantes par leur brutalité. Certes les Etats Unis ne sont intervenus ici (en donnant le feu vert à l'OTAN) qu'à la demande expresse des Etats européens. Circonstance aggravante puisqu'elle implique la responsabilité absolue de ces derniers (et notamment de leurs gouvernements socialistes) dans cette agression, puisque – on en conviendra sans doute – la Yougoslavie ne menaçait pas l'Europe d'agression !

En choisissant d'intervenir sous le couvert de l'OTAN les Européens n'ont pas « loué » les services de mercenaires américains pour servir leur politique, mais au contraire se sont placés d'emblée en position de serviteurs de la politique propre de Washington. Cela est apparu clairement dès les négociations de Rambouillet lorsque, renversant la table, Mme Albright a imposé des conditions inacceptables pour tout pays qui se respecte (l'occupation militaire de toute la Serbie ! rien de moins). Elle révélait par là même les objectifs véritables de Washington : rendre inévitable l'option en faveur des bombardements et imposer ainsi à la Serbie un Kosovo « indépendant » ; car l'hégémonisme des Etats Unis a besoin de créer à travers le monde des Etats fantoches de ce genre qui sont par nature à leur dévotion forcée. Que cet Etat soit géré en apparence par leurs alliés – ici les extrémistes de l'UCK – (qu'en d'autres circonstances on eut qualifié de « terroristes ») fussent-ils eux mêmes partisans du nettoyage ethnique (comme on le voit maintenant) et futurs mafieux est sans importance pour le Pentagone. Les Etats Unis se paieront en faisant main basse sur les richesses minières du pays (dont le cadmium intéresse les généraux américains). Les diplomaties européennes seront ainsi parvenues à installer en Europe même un Etat fantoche américain ! Bravo ! La guerre du Kosovo apparaît bien comme une guerre américaine contre l'Europe. Et l'Union Européenne l'a perdue.

On voit déjà se dessiner la main mise des Etats Unis à travers la marginalisation de l'administration impuissante des Nations Unies, chapeauté par Kouchner solidement contrôlé par son adjoint américain. Que Kouchner soit conscient ou pas du jeu auquel il se prête est sans importance. Au demeurant il avait déjà fait ses preuves en Ethiopie, apportant son soutien de fait au projet américain de démembrement du pays.

Cela était-il inévitable ? Je ne le crois pas. Il aurait suffi que la France dise non à Mme Albright à Rambouillet pour faire échec au plan américain. Et si, plus tôt encore, la France avait refusé d'emboîter le pas derrière l'Allemagne en soutenant un démembrement hâtif de la Yougoslavie qui ne pouvait que conduire au chaos et à l'horreur, cela aurait été encore meilleur. On me dira que la Grande Bretagne soutient toujours en tout état de cause les choix de Washington, et que l'Allemagne – avec Schroder encore plus qu'avec Kohl - s'est ralliée à ce point de vue. Le gouvernement français donc peut être a adopté à son tour la position de ses partenaires européens dans l'intention de « sauver l'idée européenne » en lui donnant une priorité absolue. Il a commis ici une bévue et contribue en fait à enterrer l'idée européenne,

puisque l'Europe n'existe plus – dans cette perspective – que dans la mesure où elle s'aligne sur les positions des Etats Unis, c'est à dire accepte son « leadership ».

La suite des événements, une fois la décision d'intervention prise, illustre l'asymétrie Etats Unis/Europe dans la gestion de l'OTAN. On a donc vu sur les écrans de télévision Clinton déclarer avec une arrogance calculée : « j'ai décidé ceci ou cela ... », sans jamais mentionner une autorité quelconque autre que celles de son pays. On a vu des chefs d'Etat et de gouvernements européens répéter le lendemain les mêmes déclarations additionnées de contorsions misérables pour faire croire que ces décisions avaient été prises collectivement, ce qui n'est pas vrai. Au point qu'ils ont fait figure de « Présidents de Républiques bananières » comme l'ont observé de nombreux amis latino-américains, accoutumés à ce genre de démonstrations vulgaires des serviteurs de Washington. Si j'ai dit que Clinton s'était livré volontairement à cet exercice c'est bien parce que l'objectif du feu vert qu'il avait donné à l'intervention de l'OTAN était bel et bien de casser toute velléité d'indépendance des Etats européens et de démontrer que l'Union européenne n'existait pas. Il y est parvenu.

Le droit international bafoué : pour la cause de la démocratie ou pour celle de l'hégémonisme américain ?

- Mais, me répondra-t-on immédiatement, il y avait un motif noble à cette intervention, puisqu'elle était le seul moyen de sauver les Albanais du Kosovo des atrocités auxquelles le régime de Belgrade les soumettait. Il y a là un problème réel qui est celui de l'articulation du principe de la souveraineté des nations d'une part et des principes relatifs au respect des droits des êtres humains et des peuples d'autre part. Mais en choisissant de donner la priorité absolue aux seconds, quitte à violer brutalement la souveraineté des nations, les Européens ont mis le doigt dans un engrenage fatal qui détruit à plus long terme les chances de progrès de la démocratie et du respect des peuples.

Car le principe du respect de la souveraineté des nations reste la pierre angulaire du droit international. Et si la Charte des Nations Unies a choisi de la proclamer, c'était précisément parce que ce principe avait été nié par les puissances fascistes. Dans son discours poignant prononcé en 1935 devant la SDN l'Empereur Hailé Selassié avait clairement fait comprendre que la violation de ce principe – lâchement acceptée par les démocraties de l'époque – sonnait le glas de cette organisation. Qu'aujourd'hui ce principe fondamental soit à nouveau violé avec autant de brutalité par les démocraties elles mêmes ne constitue pas une circonstance atténuante, mais au contraire aggravante. Au demeurant elle a déjà amorcé la fin aussi peu glorieuse de l'ONU, traitée en chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs et mises en œuvre par d'autres.

L'adoption solennelle du principe de la souveraineté nationale en 1945 s'accompagnait logiquement de l'interdiction du recours à la guerre. Les Etats sont autorisés à se défendre – contre celui qui viole leur souveraineté par l'agression, mais ils sont condamnés à l'avance s'ils sont les agresseurs. Le recours de la Yougoslavie au Tribunal de La Haye est, sur ce plan, irréprochable ; et si ce Tribunal avait le moindre sens du droit qu'il est chargé de faire respecter, il ne pourrait que condamner l'OTAN et demander réparation. Ce qu'il ne fera certainement pas et démontre qu'il n'y a déjà plus de droit international, depuis que Washington en a ainsi décidé.

Sans doute la Charte des Nations Unies avait-elle donné une interprétation absolue du principe de la souveraineté. Qu'aujourd'hui l'opinion démocratique n'accepte plus que ce

principe autorise les gouvernements à faire n'importe quoi avec les être humains qui sont placés sous leur juridiction constitue un progrès certain de la conscience universelle. Comment alors concilier ces deux principes qui peuvent entrer en conflit ? Certainement pas par la suppression d'un de leurs termes – soit la souveraineté des Etats, soit les droits humains.

Car la voie choisie par les Etats Unis et derrière eux leurs alliés européens subalternisés, non seulement n'est certainement pas la bonne, mais encore cache les objectifs véritables de l'opération, qui n'ont rien à voir avec le respect des droits humains, en dépit du matraquage médiatique qui veut le faire croire.

Car si l'objectif véritable de l'opération était d'imposer le respect des droits des Albanais du Kosovo une autre méthode d'intervention politique, voire militaire, aurait été choisie. Des volontaires européens seraient accourus pour se battre sur le terrain contre les criminels à la solde des autorités de Belgrade, comme certains l'ont réclamé mais n'ont jamais eu le courage de le faire. La méthode choisie a été celle décidée par Washington, c'est à dire le bombardement terroriste de tout un pays. Et si cette méthode a été choisie, c'est parce que Washington désirait, à travers sa mise en œuvre, terroriser le monde entier et faire comprendre à toutes les nations que les Etats Unis ont les moyens de rayer leur existence de la carte. Les Européens, en s'alignant sur cette option criminelle, ont démontré que l'OTAN n'est rien d'autre que l'instrument de la politique de Washington.

- Que l'objectif de l'opération ne soit pas celle mise en avant pour la justifier, est plus que démontré par le principe « deux poids deux mesures », dont les exemples aveuglants témoignent du cynisme des Etats Unis et derrière eux de leurs alliés subalternes. Car lorsqu'on invoque les grands principes on est tenu au moins à un minimum de cohérence dans le discours qu'on tient à leur sujet et dans les actions qu'on entreprend en leur nom. Ce qui n'est pas le cas.

C'est pour cette raison que je vois dans la guerre du Kosovo un tournant politique dangereux, gros de menaces à l'égard de la démocratie et des droits des peuples. Il n'est pas dans mon intention de passer sous silence les responsabilités principales des classes locales dirigeantes optant toutes pour le chauvinisme ethnique comme moyen de reconstituer à leur bénéfice une « légitimité » de substitution à celle du titisme effondré, fondé sur le progrès social et l'égalité des nations. Le nettoyage ethnique a donc été pratiqué par toutes ces classes dirigeantes tant en Croatie (par l'expulsion des Serbes majoritaires en Krajina) qu'en Bosnie (par chacune des trois composantes de cet Etat absurde – car si une coexistence est possible dans cette « petite Yougoslavie » pourquoi ne le serait-elle pas dans la grande ?) Le cas est plus litigieux concernant la Serbie, en dépit des affirmations gratuites des médias dominants. Il y a des Croates et même (encore ?) des Albanais à Belgrade, mais pas un seul serbe à Zagreb. Au Kosovo il y a eu des atrocités consécutives à la répression des aspirations autonomistes légitimes des Albanais, mais pas d'expulsion massive (qui n'a été produite qu'après l'agression de l'OTAN). Mais on doit constater que l'Europe a jeté de l'huile sur le feu par la reconnaissance quasi immédiate de l'indépendance proclamée unilatéralement par la Slovénie et la Croatie, sans que ne soit imposée la moindre condition de respect des droits des minorités créées par l'éclatement de la Yougoslavie. Ce choix ne pouvait qu'encourager les régimes criminels en question. Cela avait été dit à l'époque, mais les médias ont fait le silence sur ces analyses critiques. Par la suite, les médias ont pratiqué systématiquement le principe de « deux poids deux mesures », mobilisant leurs moyens pour ici dénoncer le massacre et là le passer sous silence. Les uns et les autres, c'est à dire les responsables à Belgrade et les

gouvernements européens (comme celui des Etats Unis) ont fabriqué ensemble les conditions du drame du Kosovo. Ils ont créée les conditions dans lesquelles le peuple de cette province n'avait plus que le choix entre deux alternatives également tragiques et inacceptables : se soumettre aux exactions de Belgrade ou se placer en position de protectorat contrôlé par les Etats Unis. Je n'hésiterai pas à dire que les politiciens responsables de l'OTAN ne peuvent pas être tenus pour idiots au point de ne pas l'avoir vu. Ils l'ont donc voulu.

- Au delà de l'ex Yougoslavie les exemples de traitements appropriés des situations selon les intérêts supérieurs de Washington sont tout autant flagrants.

Il y a des peuples qui ont des droits qu'il faut défendre manu militari, - les Albanais du Kosovo et demain peut être les Tibétains – et beaucoup d'autres qui n'en ont pas, comme les Palestiniens, les Kurdes de Turquie, parce que reconnaître leurs droits gênerait la géostratégie des Etats Unis.

Si les Kurdes sont délibérément livrés aux atrocités de l'armée turque, c'est tout simplement parce que les Etats Unis jugent utile l'amitié d'Ankara pour soutenir leurs visées en Transcaucasie et en Asie centrale. Cette déduction n'est pas le produit de mon imagination. Robert E. Hunter, ambassadeur des Etats Unis auprès de l'OTAN jusqu'en 1998, depuis Conseiller de la Rand Corporation dont les relations étroites avec l'establishment américain sont connues, écrit dans le Washington Post du 21 avril : « (le Kosovo) constitue la porte d'entrée pour des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux – le conflit arabo-israélien, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie. La stabilité en Europe du Sud est essentielle pour la protection des intérêts occidentaux et la réduction des dangers venant de plus à l'Est ». Hunter n'invente rien. Il sait de quoi il parle, en l'occurrence le pétrole de l'Asie centrale et le choix des trajets des oléoducs qui en permettent le contrôle de l'évacuation. Alors, face à ces intérêts majeurs, que valent en effet les vies des dizaines de milliers de Kurdes ? On peut donc livrer à ses bourreaux le chef de la rébellion, qualifiée de terroriste bien entendu. Imaginerait-on qu'on livre les dirigeants albanais du Kosovo à Milosevic, en le priant seulement de faire justice « correctement » ? Le même souci pétrolier explique que les Taliban d'Afghanistan bénéficient du soutien de Washington, via Riad. Qui mieux qu'eux pourraient garantir la sécurité d'un oléoduc acheminant le pétrole de Turkménie vers la mer d'Oman ? Et du coup la plupart des grandes organisations féministes américaines, dont on dit pourtant qu'elles ne transigent jamais lorsque les droits des femmes sont bafoués, se taisent.

Si le pouvoir en place à Belgrade a indiscutablement commis des atrocités au Kosovo, celui qui gouvernait à Kigali – avec le soutien ouvert de certains pays européens – a perpétré un génocide véritable. Madame Louise Arbour, responsable du Tribunal pénal international, dont les médias ont largement vanté l'indépendance, poursuit avec l'acharnement qu'on connaît les criminels serbes. Sans même faire preuve de la retenue d'usage en matière de justice, ne serait ce que pour la forme, le secrétaire de l'OTAN n'a jamais manqué de féliciter cette dame sans même attendre les résultats de ses enquêtes. Mais par ailleurs des piles de dossiers établissant avec précision les crimes de quelques uns des responsables du génocide au Rwanda ont été réunies. J'ai entendu maintes fois des juges africains s'étrangler d'indignation en constatant que ces dossiers sont délibérément ignorés par le tribunal de dame Arbour. Sans doute l'inculpation de quelques uns de ces présumés assassins qui se promènent dans les capitales européennes, pourrait-elle gêner quelques diplomates et militaires que la dame de fer de la Haye pense au dessus de tout soupçon au point que toute accusation pouvant leur porter ombrage est d'évidence absurde .

Dans son article du Washington Post, Hunter a donc précisé quelques uns des objectifs « à l'est des Balkans ». S'agissant de la paix au Moyen orient un lecteur naïf pourrait en conclure que, les Américains ne transigeant jamais sur les principes, le Pentagone se prépare à bombarder Israël pour le contraindre à accepter le retour des trois millions de Palestiniens chassés de leur pays par une politique conduite depuis cinquante ans et toujours poursuivie jusqu'à ce jour, qu'on ne peut que difficilement qualifier autrement que de « purification ethnique ». Mais un analyste déformé par une paranoïa anti américaine peut croire qu'il s'agit, au contraire, de faire céder les derniers noyaux de résistance à l'expansion sioniste. On bombardera donc la Syrie – qu'il ne sera pas difficile de dénoncer comme « non démocratique » - et le Hezbollah du Sud Liban – une organisation terroriste islamiste évidemment. D'ailleurs c'est ce qui a commencé le 26 juin 1999, soit moins de deux mois après mon commentaire de la doctrine Clinton où je l'annonçais, publié dans *l'Ahram weekly* du 5 mai. Madeleine Albright savait bien que ce qu'elle faisait fin avril 1999 en imposant « la paix au Moyen Orient », conçue à sa manière bien entendu, dans les nouvelles missions de l'OTAN. Une mission mise en œuvre par l'armée israélienne, quasi intégrée dans l'OTAN. Silence de l'Europe qui fait semblant de croire que le sinistre Natanyahou serait seul responsable de cette initiative !

D'une manière générale la cause de la démocratie est l'objet d'un traitement cynique adapté aux circonstances. Ni les Américains, ni les Européens ne transigent sur les principes de la démocratie, nous dit-on. C'est sans doute la raison pour laquelle ils ont soutenu l'illustre Mobutu jusqu'au bout. Mais l'erreur est humaine et le tir a été corrigé en soupçonnant très rapidement que Kabila n'était pas nécessairement un démocrate convaincu. C'est sans doute la raison pour laquelle les Occidentaux combattent ce qui reste du MPLA, issu du socialisme totalitaire, et préfèrent Savimbi. Pourtant le peuple angolais, dans des élections non contestées, avait préféré « les voleurs du MPLA aux assassins de Savimbi ». Ce jugement populaire fort réaliste n'a pas eu l'heur de plaire aux puissances occidentales qui, elles, continuent sans hésitation à préférer les assassins. On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

Il est vrai que l'OTAN – puisque cette organisation est devenue la conscience de l'humanité – n'a pas toujours été regardante en ce qui concerne le respect des principes de la démocratie. La participation du Portugal de Salazar ne lui a jamais posé de problèmes de conscience majeurs, pas plus que celle de la Turquie ou de la Grèce des Colonels.

- Le résultat de toute cette hypocrisie et de tous ces mensonges est visible : le discours concernant la démocratie, les droits des peuples etc. ne bénéficient pas de la moindre crédibilité en Asie et en Afrique, dès lors qu'il est établi qu'ils viennent de « l'Occident ». Malheureusement les démocrates d'Europe ne veulent pas le voir. Personne – et je n'exagère pas en utilisant ce terme – en Asie et en Afrique ne donne aux discours des pouvoirs et des médias occidentaux sur ces thèmes un sens autre que celui de manœuvres mensongères destinées à cacher des objectifs impérialistes évidents. Et si quelques diplomates peureux et des ONG dont la survie dépend du soutien financier des occidentaux se gardent de le proclamer, cela ne change pas grand' chose à la réalité des choses. Il peut arriver également qu'une communauté particulière ait été placée dans une situation telle que l'intervention occidentale – indépendamment des motifs que celle-ci invoque – soit perçue comme la seule planche de salut. Mais alors il ne peut s'agir que de groupes restreints, instrumentalisés – fût-ce malgré eux ou sans en avoir conscience – par les pouvoirs dominants dans le système mondial.

Ce ne sont pas là des résultats dont il faut se réjouir car ils constituent un obstacle sérieux au développement d'un front international de lutte pour la démocratie. Pourtant les peuples d'Asie et d'Afrique aspirent non seulement à un mieux être matériel mais encore à la démocratisation de leurs sociétés (bien qu'à des degrés divers). L'hypocrisie et le mensonge des pays de l'OTAN constituent les alliés les plus efficaces des ennemis de la cause du progrès et de la démocratie. Le fait que dans leur majorité les gauches européennes se soient alignées sur Washington, sa stratégie interventionniste et les moyens de terreur qu'elle met en œuvre constitue aujourd'hui un obstacle supplémentaire à toute cause universaliste. Aujourd'hui Blair et Schroder apparaissent non seulement comme les fossoyeurs les plus dangereux des traditions qui ont fait l'honneur de la gauche européenne, mais encore comme des agents d'exécution serviles du projet américain anti européen. Leur association avec Clinton dans un discours dit « de troisième voie » ne doit pas faire illusion.

Si donc les motifs invoqués par les hégémonistes américains et leurs alliés européens n'ont rien à voir avec les objectifs réels de leurs interventions, quels sont alors ces objectifs ?

- Pour toutes les raisons développées ici je conclurai sans hésiter : l'intervention de l'OTAN, où que ce soit, quelque soient les circonstances et les raisons invoquées est et sera toujours inacceptable.

II. Le projet impérialiste néo-libéral de l'hégémonisme des Etats Unis et l'effacement du projet européen

- Les classes dirigeantes de tous les pays de la triade (Etats Unis et Canada, Union Européenne, Japon) qui constituent ensemble les centres développés du capitalisme mondial, et l'ensemble des forces politiques qui les représentent de la droite classique à la gauche majoritaire (socialiste) sont ralliées depuis une vingtaine d'année à une doctrine dite « néo-libérale », fondée sur le principe de la liberté maximale donnée aux marchés dits dérégulés, tant aux plans nationaux qu'à celui du système mondial. Le projet donne la priorité aux stratégies d'expansion déployées par les forces dominantes du capital – les transnationales – et s'emploie à soumettre à cette exigence prioritaire l'ensemble des politiques mises en œuvre dans tous les domaines de la vie sociale, y compris bien entendu celles qui concernent l'ordre international et la géostratégie.

L'essor de l'après guerre (1945-1975) avait été fondé sur la complémentarité des trois projets sociétaux de l'époque, à savoir (i) en Occident le projet de l'Etat de bien être de la social-démocratie nationale, assoyant son action sur l'efficacité de systèmes productifs nationaux interdépendants ; (ii) le projet que j'ai intitulé « projet de Bandung » de la construction nationale bourgeoise à la périphérie du système (l'idéologie du développement) » ; (iii) enfin le projet soviétiste d'un « capitalisme sans capitalistes », relativement autonomisé par rapport au système mondial dominant. La double défaite du fascisme et du vieux colonialisme avait en effet créé une conjoncture qui permettait aux classes populaires et aux peuples victimes de l'expansion capitaliste d'imposer des formes de régulation de l'accumulation du capital – auxquelles le capital lui même a été contraint de s'ajuster – qui ont été à la base de cet essor.

La crise qui a suivi (à partir de 1968-1975) est, celle de l'érosion, puis de l'effondrement des systèmes sur lesquels reposait l'essor antérieur. La période, qui n'est pas close, n'est donc pas celle de la mise en place d'un nouvel ordre mondial, comme on se plaît à le dire trop souvent, mais celle d'un chaos qui est loin d'être surmonté. Les politiques mises en œuvre dans ces

conditions ne répondent pas à une stratégie positive d'expansion du capital, mais cherchent seulement à en gérer la crise. Elles n'y parviendront pas, parce que le projet « spontané » produit par la domination immédiate du capital, en l'absence de cadres que lui imposeraient les forces de la société par des réactions cohérentes et efficaces, reste une utopie, celle de la gestion du monde par ce qu'on appelle « le marché », c'est à dire les intérêts immédiats, à court terme, des forces dominantes du capital.

L'histoire moderne est ainsi faite qu'aux phases de reproduction sur la base de systèmes d'accumulation stables succèdent des moments de chaos. Dans les premières de ces phases, comme le fut celle de l'essor de l'après guerre, le déroulement des événements donne l'impression d'une certaine monotonie, parce que les rapports sociaux et internationaux qui en constituent l'architecture sont stabilisés. Ces rapports sont donc reproduits par le fonctionnement de dynamiques dans le système. Dans ces phases se dessinent clairement des sujets historiques actifs, définis et précis (des classes sociales actives, des Etats, des partis politiques et des organisations sociales dominantes) dont les pratiques paraissent solides et donc les réactions prévisibles en presque toute circonstance, tout comme les idéologies qui les meuvent bénéficient d'une légitimité qui paraît incontestée. Dans ces moments si les conjonctures peuvent changer, les structures demeurent stables. La prévision est alors possible et même facile. Le danger apparaît lorsqu'on prolonge trop loin ces prévisions, comme si les structures en question étaient éternelles, marquaient « la fin de l'histoire ». A l'analyse des contradictions qui minent ces structures on substitue alors ce que les post modernistes ont qualifié à juste titre de « grandes narrations », qui proposent une vision linéaire d'un mouvement mu par « la force des choses », les « lois de l'histoire ». Les sujets de l'histoire disparaissent pour laisser la place aux logiques structurelles dites objectives.

Mais les contradictions en question, font leur travail de taupe et un jour ou l'autre ces structures dites stables s'effondrent. L'histoire entre alors dans une phase qu'on qualifiera peut être plus tard de « transition », mais la phase en question est vécue comme une transition vers l'inconnu. Car il s'agit d'une phase au cours de laquelle se cristallisent lentement de nouveaux sujets historiques, qui inaugurent en tâtonnant de nouvelles pratiques et en fournissent des légitimations par de nouveaux discours idéologiques souvent confus au départ. C'est seulement lorsque ces processus de changements qualitatifs auront suffisamment mûri qu'apparaîtront de nouveaux rapports sociaux définissant les systèmes « post transition ». J'ai employé très tôt le terme de « chaos » pour décrire ces situations, bien que j'ai cru utile de ne pas réduire la nature de ce type de chaos spécifique à la vie sociale aux théories mathématiques de la non linéarité et du chaos, valables sans doute dans d'autres domaines (la météorologie évidemment) mais dont il est dangereux d'extrapoler les caractéristiques à la vie sociale, parce qu'ici l'intervention des sujets de l'histoire est décisive. Il n'y a pas d'histoire sans sujet, ai-je dit, et l'histoire n'est pas le produit de forces métahistoriques antérieures à elle même.

- La crise s'exprime par le fait que les profits tirés de l'exploitation capitaliste ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables susceptibles de développer les capacités de production. La gestion de la crise consiste alors à trouver « d'autres débouchés » à cet excédent de capitaux flottants, de manière à éviter leur dévalorisation massive et brutale. La solution à la crise impliquerait par contre la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est à dire un autre projet social - cohérent – que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité.

La gestion économique de la crise vise systématiquement à « déréguler », affaiblir les « rigidités » syndicales, les démanteler si possible, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur etc. ... « Déréguler » est d'ailleurs un terme trompeur. Car il n'y a pas de marchés dérégulés, sauf dans l'économie imaginaire des économistes « purs ». Tous les marchés sont régulés, et ne fonctionnent qu'à cette condition. La seule question est de savoir par qui et comment ils sont régulés. Derrière l'expression de dérégulation se cache une réalité inavouable : la régulation unilatérale des marchés par le capital dominant. Bien entendu le fait que la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale involutive de stagnation et s'avère ingérable au plan mondial, multipliant les conflits qu'elle ne peut pas régler, est gommée au bénéfice de la répétition incantatoire que le libéralisme préparerait un développement (à venir) dit « sain ».

La mondialisation capitaliste exige que la gestion de la crise opère également à ce niveau. Cette gestion doit faire face à l'excédant gigantesque de capitaux flottants que génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance extérieure américaine, la dette extérieure du tiers monde, les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant ou tout au moins retardant par là même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédant de capitaux. On se fera une idée de l'énormité de la grandeur de cet excédant en rapprochant deux chiffres : celui du commerce mondial, qui est de l'ordre de 3.000 milliards de dollars par an et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, qui est de l'ordre de 80 à 100.000 milliards, soit trente fois plus important.

- La phase considérée toute entière est celle d'une hégémonie des Etats Unis, qui s'affirme d'ailleurs aujourd'hui plus que jamais, même si, d'une certaine manière, elle est en crise. Dire cela implique un concept d'hégémonie et, celle-ci est à la fois multidimensionnelle, relative et toujours menacée. Multidimensionnelle au sens qu'elle n'est pas seulement économique (productivité supérieure dans les secteurs clés de la production, initiative dans l'invention technologique, poids décisif dans les échanges commerciaux mondiaux, maîtrise de la devise clé du système etc. ...) mais également politique et idéologique (voire culturelle) comme militaire. Relative car l'économie capitaliste mondiale n'est pas un Empire monde gouverné par un centre unique. Le centre hégémonique doit nécessairement passer des compromis avec les autres, fussent-ils en position de dominés, a fortiori s'ils refusent cette position. De ce fait l'hégémonie est toujours menacée par l'évolution des rapports de force, entre les partenaires du système mondial.

Si l'on retient la dimension économique au sens étroit du terme, mesurée approximativement par le PIB per capita, les tendances structurelles de la balance commerciale, on en conclura que l'hégémonie américaine, écrasante en 1945, s'efface dès les années 1960 et 1970 par le brillant rattrapage européen et japonais. Les Européens ne cessent de le rappeler, dans des termes bien connus : l'Union Européenne constitue la première force économique et commerciale à l'échelle mondiale etc. ... Affirmation qui est un peu rapide. Car, s'il y a bien un marché européen unique, voire l'amorce d'une monnaie unique, « une » économie européenne n'existe pas (ou pas encore). Il n'y a pas un « système productif européen », comme il existe un système productif des Etats Unis. Les économies mises en place en Europe par la constitution des bourgeoisies historiques des Etats concernés et le façonnement dans ce cadre de systèmes productifs nationaux autocentrés (même s'ils sont simultanément

ouverts et même agressivement ouverts) sont demeurées largement telles. Il n'y a pas de transnationales européennes, mais exclusivement des transnationales britanniques, allemandes, françaises etc. ... Les seules exceptions ont été le produit de coopérations inter Etats dans le secteur public, dont Airbus est le prototype (et cette observation est importante parce qu'elle rappelle le rôle décisif de l'action et du secteur publics dans la transformation éventuelle des structures). Il n'y a pas d'interpénétration des capitaux nationaux, ou plus exactement cette interpénétration n'est pas plus dense dans les rapports intra européens que dans ceux que chacune des nations européennes entretient avec les Etats Unis et le Japon. Si donc les systèmes productifs européens sont érodés, affaiblis par ladite « interdépendance mondialisée », au point que les politiques nationales perdent une bonne partie de leur efficacité, c'est précisément au bénéfice de la mondialisation et des forces qui la dominent et non à celui d'une « intégration européenne », encore presque inexistante.

Si l'on prend en considération d'autres aspects de la vie économique, comme l'innovation technologique ou la place tenue par la monnaie nationale dans le système monétaire international, l'asymétrie entre les Etats Unis et l'Union Européenne s'accuse. On peut en discuter concernant l'innovation technologique, encore que la supériorité militaire des Etats Unis demeure le véhicule principal d'un avantage nord américain difficile à contester. Or la recherche militaire produit des effets civils décisifs (voir Internet par exemple). Concernant les avantages que représentent pour les Etats Unis l'usage du dollar comme moyen de règlement international dominant (ce qui leur permet de soutenir un déficit permanent de leurs balance extérieure, atténuant par la même les conséquences d'une perte de compétitivité sur les marchés mondiaux), ceux-ci ne paraissent pas menacés par l'Euro. Mon point de vue est que, tant qu'il n'y aura pas « une » économie européenne intégrée, l'adoption de l'Euro comme monnaie commune restera fragile et menacée et l'Euro aura des difficultés à supplanter le dollar à l'échelle mondiale.

- Si la gestion de la crise a été catastrophique pour les classes travailleuses et les peuples des périphéries elle ne l'a pas été pour tous. Cette gestion a été fort juteuse pour le capital dominant. L'inégalité dans la répartition sociale du revenu, dont l'accélération a été phénoménale presque partout dans le monde, si elle a créé beaucoup de pauvreté, de précarité et de marginalisation pour les uns, a fabriqué aussi beaucoup de nouveaux milliardaires, ceux qui, sans gêne aucune, proclament « vivre la mondialisation heureuse ».

On nous avait présenté pendant des années le retour à un « capitalisme pur et dur » comme constituant la « fin de l'histoire ». Or voilà que la gestion de ce système – frappé d'une crise permanente – dans le cadre néo-libéral mondialisé prétendu « sans alternative », est entrée dans la phase de son effondrement.

La crise des pays de l'Asie du sud-est et de la Corée était prévisible et elle avait été prévue par les analystes critiques originaires des pays en question. Dans un premier temps à partir des années 1980, ces pays, mais aussi la Chine, ont su tirer profit de la crise mondiale en s'insérant davantage dans la mondialisation des échanges (par leur « avantage relatif » de main d'œuvre à bon marché), faisant appel à l'investissement étranger, mais en restant à l'écart de la mondialisation financière et en inscrivant leurs projets de développement dans une stratégie maîtrisée nationalement (pour ce qui est de la Chine et de la Corée, pas les pays du Sud-est asiatique). A partir des années 1990, la Corée et le Sud-est asiatique se sont progressivement ouverts à la mondialisation financière, tandis que la Chine et l'Inde amorçaient une évolution dans ce sens. Attirés par les taux de croissance élevés de la région, les surplus de capitaux étrangers flottants ont alors afflué, produisant non pas l'accélération de

la croissance mais une inflation des valeurs mobilières et des investissements immobiliers. Comme cela avait été prévu, la bulle financière a explosé quelques années plus tard seulement. Les réactions politiques qui se dessinent face à cette grande crise sont à plus d'un titre nouvelles, différentes de celles occasionnées par les crises du Mexique par exemple. Les Etats Unis et, dans leur sillage le Japon, tentent de mettre à profit la crise coréenne pour démanteler son système productif (sous le prétexte fallacieux qu'il est contrôlé par des oligopoles !) et de le subordonner aux stratégies des oligopoles américains et japonais. Les pouvoirs dans la région tentent de résister par la remise en question de leur insertion dans la mondialisation financière (rétablissement du contrôle des changes en Malaisie), ou – en ce qui concerne la Chine et l'Inde – en rayant de l'ordre du jour leur participation à celle-ci. C'est cet effondrement du pan financier de la mondialisation qui a contraint le G7 à envisager une nouvelle stratégie, ouvrant une crise dans la pensée libérale.

La crise russe d'août 1998 n'est pas le produit d'une « transmission » de celle de l'Asie du Sud-est, comme on l'écrit souvent. Elle était elle également prévisible (et prévue), parce qu'elle est le produit des politiques mises en œuvre depuis 1990. Celles-ci ont donné au capital dominant à l'échelle globale, directement et à travers son alliance avec les « intermédiaires » commerciaux et financiers russes, l'occasion de développer une stratégie de pillage des industries du pays (par le transfert massif du surplus généré par celles-ci aux intermédiaires et au capital étranger). La destruction de pans entiers des capacités productives du pays – et la perspective de sa réduction au statut d'exportateur des produits pétroliers et miniers – vise également des objectifs géostratégiques. Au delà du délabrement social qu'elle provoque, celle-ci prépare un terrain favorable à un éventuel démantèlement politique du pays, faisant suite à celui de l'ex URSS. Car pour les Etats Unis, la Russie, comme l'Inde et la Chine, sont des pays « trop grands » (seuls les Etats Unis sont autorisés à être un grand pays), une menace (fut-elle à terme) à leur hégémonisme. La marche de ce système vers la crise a été accélérée lorsque, à partir des années 1994-1996, la Russie est entrée dans la mondialisation financière. Mais il est intéressant ici également d'observer que la réaction politique à cette crise amorcera peut être un revirement dans la stratégie de la transition au capitalisme et le rétablissement d'un minimum de contrôle national sur celle-ci.

Les crises politiques du Moyen Orient, dans l'ex Yougoslavie, en Afrique centrale démontrent également que la gestion politique de la mondialisation, associée à l'hégémonisme des Etats Unis, est confrontée à des difficultés croissantes. Au Moyen Orient, le projet américano-israélien de création d'une zone économiquement et financièrement intégrée sous la houlette de Washington et de Tel Aviv, est en panne, en dépit du soutien inconditionnel que les régimes autocratiques et les protectorats US du Golfe (eux mêmes désormais sous l'occupation militaire des Etats Unis), lui apportent. Face à cet échec, Washington a opté pour un soutien résolu au projet expansionniste d'Israël, quitte à violer ouvertement les accords d'Oslo. Dans l'ex Yougoslavie, comme en Afrique centrale, le chaos créé par les options néo-libérales, encourageant sans fin les sécessionnismes ethniques, ne trouvera sans doute aucune solution – pas même militaire – dans le cadre du système néo-libéral global.

C'est à la lumière de cette crise qu'il faut examiner le plan ce contre-feu ouvert par le G7. Voici donc que, du jour au lendemain, le G7 change de langage. Le terme de régulation, jusqu'alors interdit, retrouve une place dans les résolutions de cette instance : il faut « réguler les flux financiers internationaux ! ». L'économiste en chef de la Banque Mondiale, Stiglitz, propose d'ouvrir un débat en vue de définir un nouveau « *post Washington consensus* ». Le spéculateur Georges Soros publie un ouvrage au titre éloquent : « La crise du capitalisme mondial – L'intégrisme des marchés », qui équivaut à un plaidoyer pour « sauver le

capitalisme du néo-libéralisme ». Nous ne sommes pas dupes : il s'agit là d'une stratégie qui poursuit les mêmes objectifs, c'est à dire permettre au capital dominant des transnationales de rester maître du jeu. Mais ne sous-estimons pas le danger que ce contre-feu peut représenter. Beaucoup d'âmes bien intentionnées en sont et en seront les dupes. La Banque Mondiale s'emploie déjà depuis plusieurs années à instrumentaliser les ONG pour les mettre au service de son discours de « lutte contre la pauvreté ».

C'est dans cette conjoncture chaotique que les Etats Unis ont repris l'offensive pour tout à la fois rétablir leur hégémonie globale et organiser en fonction de celle-ci le système mondial dans toutes ses dimensions économiques, politiques et militaires.

L'offensive des Etats Unis et l'effacement du projet européen

On trouvera dans le *Magazine* du *New York Times* du 28 mars 1999, un article instructif concernant la stratégie politique des Etats Unis. Son contenu est résumé par une image éloquentes qui occupe une page de la revue : celle d'un gant de boxe aux couleurs américaines, accompagnée de la légende suivante (je cite) « ce dont le monde a besoin – la mondialisation ne fonctionnera que si les Etats Unis agissent avec la force toute puissante (« almighty », qualificatif généralement réservé à Dieu !) de leur position de Superpuissance ». Et la raison pour laquelle les coups de poing annoncés seraient nécessaires est explicitée en ces termes (je cite) « la main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans le poing invisible. Mac Donald ne peut être prospère sans Mac Donnell Douglas, qui a construit le F15. Le poing caché qui garantit un monde sûr pour la technologie de Silicon Valley s'appelle l'armée, l'aviation, la marine et le Marine Corps des Etats Unis ». L'auteur n'est pas un plaisantin provocateur, mais Thomas Friedman, conseiller de Madeleine Albright.

Nous sommes ici fort loin des discours lénifiants sur le marché autorégulé garant de la paix dont nous abreuvons les économistes à la mode. On appréciera au passage le choix des profits de Mac Donald comme critère des progrès de la civilisation universelle. Plus important est de faire observer que la classe dirigeante américaine sait que l'économie est politique et que ce sont les rapports de force – militaires inclus – qui commandent les marchés. Il n'y aura pas de « marché mondial » sans Empire militaire américain disent-ils. Car cet article n'est qu'un parmi des centaines de semblables. Si cette franchise brutale est possible là-bas c'est que sans doute les médias sont suffisamment contrôlés pour que les objectifs stratégiques du pouvoir ne soient jamais l'objet de débats, le champ de l'expression libre, jusqu'au burlesque, n'étant ouvert que pour ce qui a trait aux personnes, et derrière elles, aux conflits au sein de la classe dirigeante, parfaitement opacifiés dans ces conditions. Il n'existe pas là bas de force politique capable de déniaiser une opinion publique manipulée sans difficulté.

Plus curieux est le silence des pouvoirs européens et de quelques autres qui font semblant de ne pas lire la presse d'outre Atlantique (j'ose à peine penser qu'ils en ignorent les propos) et interdisent à leurs contradicteurs d'évoquer l'existence même d'une stratégie globale de Washington, en les accusant trop facilement de nourrir une vision « conspiratoire » de l'histoire ou même de se comporter en illuminés voyant se profiler partout l'ombre du « Grand Satan ».

Pourtant la stratégie en question est limpide. Les Etats Unis sont moins convaincus que ne le sont, en apparence, leurs alliés européens des vertus de la concurrence et du « fair play » qu'ils violent d'ailleurs impunément chaque fois que leurs intérêts sont en jeu. Washington sait que sans son hégémonie militaire, les Etats Unis ne peuvent pas imposer au monde le

financement de leur déficit d'épargne, condition du maintien artificiel de leur position économique.

L'instrument privilégié de cette hégémonie est donc militaire, comme le disent et le répètent à satiété les plus hautes autorités des Etats Unis. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissent la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvant leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le moyen principal au service de la stratégie choisie par Washington est l'OTAN, ce qui explique sa survie à l'effondrement de l'adversaire contre lequel l'organisation avait été créée. L'OTAN parle aujourd'hui au nom de la « communauté internationale », exprimant par là même son mépris du principe démocratique qui gouverne cette communauté par le canal de l'ONU. Dans les débats américains concernant la stratégie globale en question il n'est que rarement question des droits de l'homme ou de la démocratie. Ceux-ci ne sont invoqués que lorsque cela est utile pour la mise en œuvre de la stratégie globale. D'où le cynisme aveuglant et l'usage systématique de la règle « deux poids – deux mesures ».

L'objectif avoué de cette stratégie est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington, et pour cela de chercher à démanteler tous les pays jugés « trop grands », comme de créer le maximum d'Etats croupions, proies faciles pour l'établissement de bases américaines assurant leur « protection ». Un seul Etat a le droit d'être « grand », les Etats Unis, au dire de leurs deux derniers Présidents.

La méthode mise en œuvre ne se contente pas du matraquage et de la manipulation médiatiques. Elle tente d'enfermer les peuples dans des alternatives immédiates inacceptables : accepter l'oppression, disparaître, se placer sous le protectorat US ? Pour cela il faut faire le silence le plus total sur les politiques qui ont conduit au drame. L'exemple du Kosovo est, sur ce plan, éclatant. Encouragés par leur succès dans la guerre du Golfe les Etats Unis se sont alors impliqués dans les affaires européennes, en exploitant les crises yougoslaves, poursuivant différents objectifs dont la soumission de l'Union Européenne n'est pas le moindre.

Cette intervention systématique des Etats Unis repose sur trois principes : (i) la substitution brutale de l'OTAN à l'ONU comme moyen de gestion de l'ordre international ; (ii) l'alignement de l'Europe sur les objectifs stratégiques de Washington ; (iii) le choix de méthodes militaires renforçant l'hégémonisme américain (bombardements sans risque et utilisation de troupes européennes supplétives pour une intervention éventuelle sur le terrain).

Les conséquences de ces options sont catastrophiques sur tous les plans. Elles ont ôté toute crédibilité aux discours dominants concernant la démocratie et les droits des peuples. Elles révèlent que l'objectif stratégique vise en fait, au delà de la Serbie, la Russie et la Chine comme les stratèges américains ne se privent pas de l'écrire. Par là même l'OTAN, devenue ouvertement l'instrument de l'expansionnisme américain et non plus celui de la défense européenne, met un terme aux illusions d'une « autonomie européenne », contraignant

l'Union Européenne à un nouvel alignement plus sévère encore que celui imposé dans le passé sous prétexte de « guerre froide ».

La seule option qui aurait eu un sens pour l'Europe eut été d'inscrire sa construction dans la perspective d'un monde multipolaire. La marge d'autonomie qui définit cette option eut permis l'invention d'un projet sociétair valable socialement, dans la meilleure tradition humaniste européenne. Cette option impliquait évidemment de reconnaître à la Russie, à la Chine et à chacune des grandes régions du tiers monde la même marge d'autonomie. Elle impliquait que la page de l'OTAN soit définitivement tournée, au bénéfice de la conception d'une force défensive européenne, graduellement intégrée au rythme des progrès de la construction politique européenne elle-même. Comme elle impliquait la conception de modes de régulation adéquats au niveau européen comme à celui du système mondial se substituant aux formules dominantes de Bretton Woods, de l'OMC et de l'AMI. En faisant l'option d'une mondialisation libérale l'Europe a en fait renoncé à utiliser son potentiel de compétitivité économique et s'est inscrite dans le sillage des ambitions de Washington.

Que les Etats européens aient choisi cette voie révèle la fragilité du projet européen lui-même et même que ce projet ne bénéficie en fait que d'une priorité subalterne dans l'échelle des visions politiques dominantes. En fait l'option fondamentale de la Grande Bretagne depuis 1945 est de se consoler de la perte de son rôle impérial en le revivant par procuration à travers les Etats Unis. Celle de l'Allemagne, ayant renoncé au rêve nazi fou de conquête du monde, est de limiter ses ambitions à la mesure de ses moyens en reconstituant sa zone d'influence traditionnelle en direction de l'Europe de l'Est et du Sud est, dans le sillage de la stratégie hégémoniste mondiale de Washington. Pour des raisons un peu analogues le Japon – face à la Chine et même à la Corée – inscrit également ses ambitions d'expansion strictement régionales dans cette même perspective américaine globale.

Le projet européen peut-il être sauvé de la débâcle ? Les choses étant ce qu'elles sont le seul moyen pour remonter cette pente qui conduirait à rendre le projet européen insignifiant impliquerait de la part des forces politiques qui y sont attachées – en France, en Allemagne, en Italie – de retailler celui-ci à la mesure du possible immédiat. C'est à dire à revenir à un concept plus modeste d'une « Europe des nations » en attendant la maturation progressive d'une coopération s'approfondissant graduellement. Cela impliquerait à son tour une approche amicale – et non agressive – à l'égard de la Russie, de la Chine et du tiers monde, et, dans ce cadre, une réanimation des fonctions de l'ONU. Encore une fois ce n'est pas l'option faite par les gouvernements européens, y compris les socialistes majoritaires. La priorité donnée à la gestion ultra conservatrice d'une monnaie commune illusoire, le soutien au libéralisme mondialisé et à la stratégie hégémoniste américaine s'inscrivent contre le projet d'un monde multipolaire et conduisent aux pires catastrophes pour l'Europe comme pour le reste du monde.

S'aligner sur cette stratégie des Etats Unis et de leurs alliés subalternisés de l'OTAN a des conséquences dramatiques. L'ONU est déjà en passe de subir le sort de la SDN. Car bien que d'évidence – et fort heureusement – la société américaine n'est pas celle de l'Allemagne nazie, pour les dirigeants de Washington comme naguère pour ceux de Berlin la force est érigée en principe suprême, au mépris du droit international auquel le discours dominant a substitué un curieux « devoir d'ingérence » qui rappelle fâcheusement la « mission civilisatrice » de l'impérialisme du XIXe siècle.

Le combat pour la démocratie restera parfaitement inefficace s'il s'accompagne par la soumission à l'hégémonisme américain. Combattre pour la démocratie et contre l'hégémonie de Washington sont indissociables.

III. L'impérialisme stade permanent du capitalisme

1. Le legs de l'essor de l'après guerre

- Pendant longtemps – de la révolution industrielle au début du XIXe siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les révoltes des périphéries – prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale – ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation. Graduellement l'axe autour duquel se réorganise le système capitaliste mondial, celui qui définira les formes d'avenir de la polarisation, s'est constitué autour de ce que j'appelle les « cinq nouveaux monopoles » dont bénéficient les pays de la triade dominante, et qui sont :

(i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir.

(ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent et le capital financier constitue, le segment le plus mondialisé du capital. Le modèle capitaliste anglo-américain met l'accent sur ce monopole auquel il tente de donner une légitimité particulière.

(iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète.

(iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique.

(v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945. Si la « prolifération » comporte des dangers de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ces productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphéries et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses formes d'avenir.

- Pendant la « période de Bandoung » (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée en vue de réduire la polarisation mondiale (de « rattraper »). Cela impliquait à la fois des systèmes de régulation nationale et la négociation permanente, y compris collective (Nord-Sud), de systèmes de régulations internationales (rôle de la CNUCED important dans ce cadre, etc. ...). Cela visait également à réduire les « réserves de travail à faible productivité » par leur transfert aux activités modernes à plus haute productivité (fussent-elle « non compétitives » sur des marchés mondiaux ouverts). Le résultat du succès inégal (et non de l'échec comme on se plaît à le dire) de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain fortement différencié.

Au delà de la triade centrale le monde contemporain est donc constitué de trois strates de périphéries.

- Première strate : les pays ex socialistes, la Chine, la Corée, Taiwan, l'Inde, le Brésil, le Mexique qui sont parvenus à construire des systèmes productifs nationaux (donc potentiellement « compétitifs » sinon réellement).
- Deuxième strate : les pays entrés dans l'industrialisation mais non parvenus à créer des systèmes productifs nationaux : pays arabes, Afrique du Sud, Iran, Turquie, pays d'Amérique latine. Il y a là parfois des établissements industriels « compétitifs » (notamment par leur main d'œuvre à bon marché), mais pas de systèmes compétitifs.
- Troisième strate : les pays non entrés dans la révolution industrielle (en gros les ACP). Ils ne sont éventuellement « compétitifs » que dans les domaines commandés par des avantages naturels : mines, pétrole, produits agricoles tropicaux.

Dans tous les pays des deux premières strates, les réserves « passives » n'ont pu être absorbées et varient de 40 % (Russie) à 80 % (Inde, Chine). En Afrique, quart mondialisée, cette proportion est évidemment proche ou supérieure à 90 %.

Le critère de la différence qui sépare les périphéries actives de celles qui sont marginalisées n'est pas seulement celui de la compétitivité de leurs productions industrielles ; il est aussi un critère politique. Les pouvoirs politiques dans les périphéries actives et derrière eux la société dans son ensemble (sans que cela n'exclut les contradictions sociales à l'intérieur de celle-ci) – ont un projet et une stratégie pour la mettre en œuvre. C'est le cas d'évidence pour la Chine, la Corée et à un degré moindre pour certains pays d'Asie du Sud est, l'Inde, quelques pays d'Amérique latine. Ces projets nationaux se confrontent avec ceux de l'impérialisme dominant mondialement et le résultat de cette confrontation façonnera le monde de demain. Par contre les périphéries marginalisées n'ont ni projet (même lorsqu'une rhétorique comme celle de l'Islam politique le prétend) ni stratégie propres. Ce sont alors les cercles impérialistes qui « pensent pour elles » et ont l'initiative exclusive des « projets » concernant ces régions (comme l'association CEE-ACP, le projet « Moyen Orient » des Etats Unis et d'Israël, les vagues projets méditerranéens de l'Europe), auxquels ne s'oppose en fait aucun projet d'origine locale. Ces pays sont donc des sujets passifs de la mondialisation. La différenciation croissante entre ces groupes de pays a fait éclater le concept de « Tiers Monde » et mis un terme aux stratégies de front commun de l'ère de Bandoung (1955-1975).

En tout état de cause, même là où les progrès de l'industrialisation ont été les plus marqués, les périphéries sont demeurées des réservoirs de gigantesques « réserves », entendant par là que des proportions variables mais toujours très importantes de leur force de travail sont employées (quand elles le sont) dans des activités à faible productivité. La raison en est que

les politiques de modernisation - c'est à dire les tentatives de « rattrapage » - imposent des choix technologiques eux mêmes modernes (pour être efficaces, voire compétitifs), lesquels sont extrêmement coûteux en termes d'utilisation des ressources rares (capitaux et main d'œuvre qualifiée). Cette distorsion systématique est encore aggravée chaque fois que la modernisation en question est assortie d'une inégalité grandissante dans la répartition du revenu. Dans ces conditions le contraste entre les centres et les périphéries demeure violent. Dans les premiers cette réserve passive, qui existe, demeure minoritaire (variable selon les moments conjoncturels, mais sans doute presque toujours inférieure à 20 %) ; dans les seconds elle est toujours majoritaire. Les seules exceptions étant ici la Corée et Taiwan qui, pour des raisons diverses, sans oublier le facteur géostratégique qui leur a été favorable à l'extrême (il fallait les aider à faire face au danger de la « contamination » du communisme chinois), ont bénéficié d'une croissance sans pareille ailleurs.

2. Scénarios d'avenir conformes à la logique immanente du système

Je ne crois pas qu'on puisse déduire de l'observation et de l'analyse – aussi sérieuses soient-elles – de ce qu'il y a de nouveau dans le système de l'économie mondialisée contemporaine un scénario d'avenir ayant une probabilité suffisamment grande pour apparaître comme quasi certain. Dire cela n'est évidemment pas ignorer l'importance des « faits nouveaux ».

(i) La révolution technologique contemporaine (et l'informatisation en premier lieu) exerce une action puissante imposant la restructuration des systèmes productifs (notamment en facilitant l'éparpillement géographique de segments commandés à distance). De ce fait les procès de travail sont en passe d'être largement bouleversés. Aux modèles du travail à la chaîne (taylorisme) se substituent des formes nouvelles qui affectent profondément la structure des classes sociales et leur perception des problèmes et des défis auxquels les travailleurs font face. On retrouve ici également des aspects importants des problèmes de la segmentation des marchés du travail. Il s'agit là d'un changement qui pèsera sur la longue durée.

(ii) La firme géante n'est pas chose nouvelle dans l'histoire du capitalisme. Les grandes firmes transnationales restent en premier lieu des firmes nationales (notamment par la propriété de leur capital) dont l'activité déborde les frontières du pays d'origine. Elles ont toujours besoin, pour se déployer, du soutien positif actif de leur Etat. Cependant, simultanément elles sont devenues suffisamment puissantes pour développer leur propre stratégie d'expansion hors (et parfois contre) les logiques des politiques d'Etat. Elles souhaitent donc subordonner celles-ci à leurs stratégies propres. Le discours néo-libéral anti-Etat masque cet objectif pour légitimer la logique exclusive de la défense des intérêts particuliers que représentent ces firmes. La « liberté » revendiquée n'est pas celle de tous, elle est la liberté pour les firmes de faire prévaloir leurs intérêts au détriment des autres. Dans ce sens le discours néo-libéral est parfaitement idéologique et trompeur. Le statut du rapport capital oligopolistique privé/Etat est ambigu et rien ne dit que celui qui a le vent en poupe actuellement, dans lequel l'Etat apparaît comme totalement soumis aux intérêts privés, soit définitif et ne sera pas modulé d'une manière différente.

(iii) La financiarisation est par contre un phénomène transitoire. Elle est le produit de la crise. Il s'agit d'un phénomène transitoire dans ce sens qu'un mode d'accumulation fondé sur la dominance financière est nécessairement assis sur une stagnation relative de la croissance réelle et en conséquence génère une inégalité grandissante dans la répartition du revenu. C'est intenable à long terme.

(iv) Dans la crise générale qui sévit depuis presque trois décennies maintenant, une nouvelle coupure « Est-Ouest » semble s'être dessinée. La crise frappe avec force l'ensemble du continent américain, nord et sud, l'Europe de l'ouest, l'Afrique et le Moyen Orient,

l'Europe de l'Est et les pays de l'ex URSS. Ses symptômes sont : croissance faible (nulle ou négative pour beaucoup des pays de l'Est et pour les zones marginalisées du tiers monde), faiblesse des investissements dans les activités productives, croissance du chômage et du travail précaire, gonflement des formes « informelles » de l'activité etc. ... Le tout accompagné par l'aggravation de l'inégalité dans la répartition. Par contre le pays de l'Asie de l'Est (Chine et Corée), de l'Asie du Sud est, l'Inde ont longtemps donné l'impression de se situer en dehors des régions frappées par la crise longue en question. Les taux d'investissement dans l'expansion des systèmes productifs, ceux de la croissance se sont maintenus au cours des dernières décennies (Inde) ou ont même fortement progressé (Chine, Corée, Asie du Sud est). Cette croissance accélérée s'est généralement accompagnée d'une moindre aggravation de l'inégalité qu'ailleurs bien que cette observation doive être nuancée. Le Japon lui même a bénéficié de l'ambiance générale caractéristique de ce « nouvel Est », avant d'entrer à son tour, plus tardivement donc, dans une crise qui, ici, paraît réellement profonde. La crise financière qui frappe la Corée et l'Asie du Sud est depuis 1997, et menace à son tour la Chine, marquera-t-elle la fin de cette « exception asiatique » et de la coupure Est-Ouest qui la traduisait ? Le « miracle asiatique » avait fait couler beaucoup d'encre. L'Asie, ou l'Asie-Pacifique, centre de l'avenir en construction, ravissant à l'Europe-Amérique du Nord sa domination sur la Planète, la Chine superpuissance du futur, que n'a-t-on écrit sur ces thèmes

La polarisation n'est pas définie une fois pour toutes dans une forme immuable. Ce qui est certainement dépassé, c'est la forme par laquelle elle s'était exprimée pendant un siècle et demi, dans le contraste pays industrialisés/pays non industrialisés, cette forme qui a été précisément remise en cause par le mouvement de libération nationale des périphéries imposant au centre de s'ajuster, lui, aux transformations entraînées par l'industrialisation (future inégale) des périphéries. Peut-on, à partir de ce constat, conclure que l'Asie de l'Est est en passe de « rattraper » les centres de la triade ? Pour le dire il faut aller vite. La thèse que je propose ici conduit à une conclusion fort différente : à travers l'exercice des cinq monopoles de la triade la loi de la valeur mondialisée produit une polarisation dans des formes nouvelles, subalternisant l'industrie des périphéries dynamiques. La Chine si elle choisit de s'intégrer davantage dans la division internationale du travail, n'échappera pas à cette perspective.

- Les scénarios du futur resteront donc toujours largement dépendants de la vision qu'on a des rapports entre les tendances objectives lourdes d'une part et d'autre part les réponses que les peuples et les forces sociales qui les composent donnent aux défis que les premières représentent. Il y a donc un élément de subjectivité, d'intuition, inéliminable. Fort heureusement d'ailleurs, parce que cela signifie que l'avenir n'est pas programmé à l'avance et que l'imaginaire inventif pour employer l'expression forte de Castoriadis a sa place dans l'histoire réelle.

La « prévision » est d'autant plus difficile dans une période comme la nôtre que tous les mécanismes idéologiques et politiques qui commandaient les comportements des uns et des autres ont quitté la scène. La structure de la vie politique a été bouleversée lorsque la page de l'après seconde guerre a été tournée. La vie et les luttes politiques s'inscrivaient traditionnellement dans le cadre des Etats politiques, dont la légitimité n'était pas mise en cause (celle d'un gouvernement pouvait l'être, pas celle de l'Etat). Derrière et dans l'Etat, les partis politiques, les syndicats, quelques grandes institutions (comme celle du Patronat), le monde qualifié par les média de « classe politique » constituaient l'ossature principale du système dans lequel s'exprimaient les mouvements politiques, les luttes sociales, les courants idéologiques. On constate que, presque partout dans le monde, l'ensemble de ces institutions

ont perdu, à des degrés divers, une bonne partie sinon toute leur légitimité. Les peuples « n'y croient plus ». A leur place donc des « mouvements » de natures diverses se sont hissés au devant de la scène, autour des revendications des Verts, des femmes, en faveur de la démocratie, pour la justice sociale, affirmant des identités communautaires (ethniques ou religieuses). L'instabilité extrême caractérise donc cette vie politique nouvelle. L'articulation de ces revendications et mouvements avec la critique radicale de la société (c'est à dire du capitalisme réellement existant), comme avec celle de la gestion néo-libérale mondialisée, mérite d'être discutée concrètement. Car certains de ces mouvements s'inscrivent – ou le peuvent – dans le refus conscient du projet sociétairé des pouvoirs dominants, d'autres au contraire ne s'y intéressent pas, ne le combattent pas. Les pouvoirs dominants savent faire cette distinction, et la font. La manipulation et le soutien ouvert ou caché aux uns, le combat résolu d'autres sont la règle dans cette vie politique nouvelle chaotique et agitée.

Dans les pays de la périphérie le système néo-libéral exclue toute avancée sérieuse de la démocratie. Ce thème est mobilisé ici – d'une manière cynique – pour abattre un adversaire (socialiste ou populiste), tandis qu'il n'est plus invoqué contre un allié ou un agent. Deux poids, deux mesures, est la règle dans ce domaine. Parfois néanmoins la violence de la crise politique est telle qu'elle impose une apparence de démocratie – celle que j'ai appelée la « petite démocratie de basse intensité » pluripartisme de pacotille – comme méthode de gestion provisoire. L'ère des dictatures et des régimes autoritaires – militaires, théocratiques ou autres – n'est pas close, loin de là.

Dans les pays capitalistes développés le conflit entre les aspirations des majorités populaires et les résultats produits par les politiques à l'œuvre, comme l'impuissance des Etats face aux forces qui s'imposent à travers la mondialisation (une impuissance acceptée et même voulue par les classes qui dominent l'Etat) et la manipulation médiatique d'une efficacité redoutable, ont produit une véritable crise de l'idée et de la pratique démocratiques.

D'une manière générale donc le capitalisme contemporain réellement existant fonctionne dans un régime de « démocratie de basse intensité ». L'idéologie post moderniste tente de légitimer cet état de ce fait en dénigrant les grands combats portant sur les choix fondamentaux pour leur substituer l'éloge de la gestion de la quotidienneté au ras du sol. On parle désormais « d'alternances » (changer de personnels pour faire la même chose) mais plus d'alternatives (faire autre chose), devenues, prétend-on impossibles pour des raisons qui transcendent l'opinion sociale.

Ce système de gestion ne peut pas se passer de gendarmes capables d'intervenir au niveau mondial. Toutes les forces dominantes acceptent ici que les Etats Unis remplissent cette fonction. Il n'y a pas de conflit entre la mondialisation telle qu'elle est proposée par ces forces dominantes du capital et l'hégémonie américaine. Ni le Japon, ni l'Union Européenne, ni les pays qui la constituent, n'ont réellement l'ambition de réduire cette puissance, même si parfois, dans quelques pays européens, « on aimerait bien que cela fut autrement ». Le discours anti Etat vise tous les Etats, sauf les Etats Unis dans leurs fonctions politiques et militaires hégémoniques.

Il y a une stratégie politique globale de la gestion mondiale. L'objectif de cette stratégie vise l'émiettement maximal des forces antisystémiques potentielles par le soutien à l'éclatement des formes étatiques d'organisation de la société. Autant de Slovénies, de Tchétchéniés, de Kosovos et de Koweïts que possible ! L'utilisation des revendications identitaires, voire leur

manipulation, sont ici bienvenues. La question de l'identité communautaire – ethnique, religieuse ou autre – est de ce fait l'une des questions centrales de notre époque.

Le principe démocratique de base, qui implique le respect réel de la diversité – nationale, ethnique, religieuse, culturelle, idéologique – ne saurait subir d'entorses. La diversité ne peut pas être gérée autrement que par la pratique sincère de la démocratie. A défaut elle devient fatalement un instrument que l'adversaire peut utiliser à ses fins propres. Or sur ce plan les gauches historiques ont souvent été défailtantes. Pas toujours certes et beaucoup moins d'ailleurs qu'on ne le dit fréquemment aujourd'hui. Un exemple parmi d'autres : la Yougoslavie titiste a été presque un modèle de coexistence des nationalités sur pied d'égalité réel ; mais certainement pas la Roumanie ! Dans le tiers monde de Bandung les mouvements de libération nationale sont souvent parvenus à unir contre l'ennemi impérialiste des ethnies et des communautés religieuses diverses. Les classes dirigeantes dans les Etats africains de la première génération ont souvent été réellement transethniques. Mais rares ont été les pouvoirs qui ont su gérer démocratiquement cette diversité et maintenir les acquis, quand il y en avait. Leur faible propension à la démocratie a donné ici des résultats aussi déplorables que dans leur gestion des autres problèmes de leurs sociétés. La crise venant, les classes dirigeantes impuissantes à y faire face, aux abois, ont souvent joué un rôle décisif dans le recours aux repliements communautaires utilisés comme moyen de prolonger leur « contrôle » des masses. Cependant, même dans de nombreuses démocraties bourgeoises authentiques, la diversité communautaire est loin d'avoir toujours été gérée correctement. L'Irlande du nord en est l'exemple le plus éclatant.

Le succès du culturalisme est à la mesure des insuffisances de la gestion démocratique de la diversité. J'entends par culturalisme l'affirmation que les différences en question seraient « primordiales », doivent être « prioritaires » (par rapport aux différences de classes par exemple), et parfois même sont tenues pour être « transhistoriques », c'est à dire fondées sur des invariants historiques (c'est le cas souvent des culturalismes religieux, qui glissent alors sans difficulté vers l'obscurantisme et le fanatisme).

Pour y voir clair dans la jungle des revendications identitaires je proposerai un critère qui me paraît essentiel. Sont progressistes les revendications qui s'articulent sur le combat contre l'exploitation sociale et pour une plus grande démocratie déployée dans toutes ses dimensions. Par contre toutes les revendications qui se présentent « sans programme social » (parce que soit disant cela serait sans importance !), « non hostiles à la mondialisation » (parce que cela serait également sans importance !), a fortiori qui se déclarent étrangères au concept de démocratie (accusé d'être « occidental ») sont franchement réactionnaires et servent parfaitement les objectifs du capital dominant. Au demeurant celui-ci le sait, soutient ces revendications, même lorsque les médias profitent de leur contenu barbare pour dénoncer les peuples qui en sont les victimes ! Utilise voire manipule ces mouvements.

- Pour toutes ces raisons l'avenir dépendra dans une large mesure des réponses aux défis qui se dessineront dans les différentes régions du monde. Deux d'entre elles me paraissent néanmoins plus décisives de ce point de vue : l'Europe (y compris la Russie) et la Chine.

Concernant l'Europe, on constatera que jusqu'à ce jour les intérêts qui y sont dominants (ses grandes firmes) inscrivent leurs stratégies, comme celles des Etats Unis et du Japon, dans le cadre de la mondialisation débridée. De ce fait elles ne sont pas des agents actifs capables de remettre en question l'hégémonie américaine à l'échelle mondiale, ni de développer une autre vision des rapports Nord-Sud. De ce fait également les nouveaux rapports Ouest-Est en

Europe s'inscrivent spontanément dans une perspective de « latino-américanisation » de l'Est, non de son intégration sur pied d'égalité. Les gauches européennes, seront-elles capables de définir ensemble une autre stratégie, à la hauteur des exigences d'un pacte social progressiste pan-européen ? Les options libérales et les processus de latino-américanisation de l'Europe de l'Est accentuent le déséquilibre à l'intérieur de l'Union en faveur de l'Allemagne. « L'Europe allemande » sera-t-elle acceptable à la longue par la Grande Bretagne, la France, la Russie ? En attendant, le ralliement à ce projet perpétue l'hégémonie américaine globale, parce que l'Allemagne, comme le Japon, jouent ici la carte de puissances régionales alignées derrière les Etats Unis sur les questions de portée mondiale. Mais, pour des raisons qui tiennent peut être à l'histoire et à ce qu'elle lègue à l'Europe de traditions humanistes et socialistes, je n'exclue pas que finisse par s'imposer un autre projet européen, celui d'une Europe « sociale ».

De son côté l'évolution de la Chine pèsera lourd dans la balance mondiale, du fait même du poids de ce pays continent. J'ai proposé d'explicitier les conditions internes et externes – qui gouvernent différents scénarios – tous également possibles, en les classant de la manière qui suit :

(i) scénario de l'éclatement du pays (qui est l'objectif de la stratégie des Etats Unis et du Japon), de la « marginalisation » du Nord et de l'Ouest chinois et de l'intégration du Sud est compradorisé dans la constellation d'un sud est asiatique industrialisé mais néanmoins dominé par le Japon et les Etats Unis.

(ii) scénario de la poursuite du projet national chinois, fondé sur le succès des « trois positifs » (redistribution sociale du revenu suffisante pour maintenir la solidarité dans la nation, redistribution régionale renforçant l'interdépendance des marchés régionaux internes de la Chine, maintien du contrôle des relations avec l'extérieur soumises aux logiques du projet national).

(iii) Dégradation de ce dernier scénario sous l'effet de ce que j'ai qualifié de « quatrième et grand négatif », à savoir la tentative de poursuite du projet national sans sortir du cadre du système de pouvoir en vigueur (le Parti-Etat dit léniniste). Cette dégradation pourrait soit conduire à l'éclatement du pays (premier scénario), soit à la cristallisation d'une forme plus franche de capitalisme national (probablement peu démocratique).

(iv) Evolution à gauche du projet en cours et renforcement des pouvoirs des forces sociales populaires, faisant avancer le pays dans la longue transition au socialisme.

- Dans ce cadre général on imaginerait sans difficulté une nouvelle étape de l'expansion capitaliste, fondée sur la croissance accélérée des périphéries actives (Chine, Asie de l'Est, Inde, Amérique latine), la reprise de la croissance en Europe de l'Est et dans l'ex URSS, comme dans l'Union Européenne, tandis que le monde marginalisé africain et islamique serait abandonné à ses convulsions. L'intensification des échanges entre les différentes régions dynamiques du monde soutiendrait le projet. Cependant, à mon avis, plus on s'avancerait dans cette direction, plus les échanges entre les régions en question s'intensifieraient et plus la nouvelle polarisation fondée sur les cinq monopoles de la triade prendrait de l'ampleur. Dans cette perspective les écarts entre les niveaux de développement des régions n'iraient pas en s'atténuant, au contraire la distance entre les centres et la nouvelle périphérie s'élargirait.

Immanuel Wallerstein imagine que, dans le chaos durable dans lequel le monde est installé la contradiction principale opposera désormais deux centres en compétition violente : les Etats Unis (qui auraient déjà perdu la position hégémonique qui fut la leur de 1945 à 1990, en dépit de l'espace d'autonomie relative tolérée pour l'Union soviétique) et l'Europe. Dans ce cadre les Etats Unis et le Japon consolideront leur alliance stratégique (le Japon n'ayant pas d'autre choix possible) entraînant derrière eux les semi périphéries d'Asie (la Chine en particulier) et

d'Amérique latine, tandis que l'Europe intégrera dans son aire de domination la nouvelle semi-périphérie russe.

C'est un scénario qui me paraît peu probable, tout d'abord parce qu'il suppose que l'Europe existe en tant que force politique unifiée, ce qui n'est pas le cas, pour l'avenir visible tout au moins. Pour le moment donc l'Europe est parfaitement alignée sur la stratégie américaine dans toutes ses dimensions. Même à l'égard de l'Afrique – longtemps « chasse gardée » des anciennes puissances coloniales – l'Union Européenne s'est alignée sur les positions de Washington, dictées par la Banque Mondiale interposée. De ce fait le plus probable donc me paraît être la survie d'une hégémonie américaine – en dépit de ses faiblesses – chapeautant la volonté de domination collective de la triade sur le reste du monde. La seconde raison pour laquelle ce scénario me paraît difficile à voir fonctionner, c'est qu'il implique que la Chine consente à se situer dans le sillage du bloc Etats Unis-Japon. Cela me paraît tout à fait douteux ; et mon hypothèse serait que la Chine tentera plutôt de faire cavalier seul en exploitant le conflit Etats Unis-Europe si celui-ci venait à s'aiguïser. Il en serait de même concernant l'Inde ou la Russie (si celle-ci parvient à surmonter sa crise).

Sans doute la solidarité de la triade n'exclut-elle pas le redoublement des conflits « mercantiles » entre ses composantes qui sont devenus quotidiens (affaire d'Airbus, de la banane, de la viande aux hormones etc. ...) et dans lesquels l'arrogance des autorités de Washington continuera à « irriter » les Européens et les Japonais. Ces contradictions me paraissent néanmoins secondes par rapport à d'autres, appelées à s'amplifier, qui opposeront les nouvelles périphéries (notamment celles de premier rang, la Chine, l'Inde, peut être demain la Russie) à la triade dont la cohésion est maintenue par l'alignement sur Washington.

Sans doute également la puissance hégémonique américaine a-t-elle ses limites. En dépit de ses moyens militaires super sophistiqués cette puissance est fortement handicapée par l'opinion publique américaine qui n'accepte la guerre que « sans risque » - ce qui exige que des supplétifs qui, eux, acceptent les risques normaux de toute intervention, soient fournis par des alliés subalternés. Se pose de surcroît la question du financement de ce type de guerre. Et si, dans le cas de la guerre du Golfe, la question ne se posait pas, les Etats pétroliers de la région n'ayant pas le pouvoir de refuser le financement des opérations (et même du maintien des forces américaines sur leur territoire, afin de les « protéger »), il n'en sera peut être pas de même lorsque la note sera adressée à l'Europe, à la suite de la guerre du Kosovo, et peut être d'autres interventions du même style, demain. C'est la raison sans doute pour laquelle on peut d'une certaine manière dire que l'hégémonisme américain est déjà en crise. On avance souvent l'idée que cet hégémonisme militaire n'est pas durable, parce qu'il coûte trop cher et que la société américaine elle-même n'est pas disposée à en assumer le coût. J'émet des réserves formelles sur ces thèses pour au moins deux raisons. La première est qu'une réduction sérieuse des dépenses militaires américaines plongerait le pays dans une crise au moins aussi terrible que celle des années 1930. Avec Sweezy et Magdoff je suis de ceux qui analysent le capitalisme comme une forme sociale engendrant en permanence une tendance à la surproduction, la « crise » étant alors la forme normale de son état, tandis que la prospérité est, elle, l'exception qui doit être expliquée par des raisons particulières. Dans cette analyse nous mettons en relief le fait que les Etats Unis ne sont sortis de la crise des années 1930 que par leur surarmement, pendant et après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui leur économie est monstrueusement difforme : près du tiers de l'activité économique dépend directement et indirectement du complexe militaire (une proportion que seule l'URSS avait atteinte à l'époque de Brezhnev). La seconde est que l'hégémonisme paie, précisément par le privilège que le dollar monnaie mondiale assure. Accepter donc pour Washington une

réduction de leur rôle sur la scène mondiale, voir un « partage » des responsabilités avec l'Europe et le Japon (le fameux « sharing » dans la langue de leur diplomatie), entraînerait une réforme du système monétaire international, la perte du privilège du dollar et donc, loin de permettre des « économies », tarirait le flux des capitaux qui opère en leur faveur.

Tous les scénarios envisagés ici – avec ou sans hégémonie américaine marquée – sont négatifs dans toutes leurs dimensions pour ce qui est du tiers monde Car ils impliquent clairement un pression économique et financière alourdie, l'extraction d'un surplus grandissant, même des pays les plus démunis. Le discours de charité (l'aide humanitaire, la prétendue lutte contre la pauvreté etc. ...) substitué à celui du développement en est le témoignage éloquent. Bien entendu la Banque Mondiale et les ONG qui naviguent dans son sillage sont déjà les instruments de cette stratégie. Au plan international les stratégies impliquées dans toutes leurs modalités substituent la triade à la famille des nations qui constituent la planète, l'OTAN (pas même l'OCDE encore moins l'Union Européenne) au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée Générale de l'ONU, la Banque Mondiale au PNUD et aux institutions spécialisées de l'ONU, vassalisées. L'ONU risque alors de subir le sort de la défunte SDN, et elle est déjà traitée comme telle par le G7.

3. Vers une troisième vague de dévastation impérialiste ?

L'impérialisme n'est pas un stade – fut-il suprême – du capitalisme. Il est, dès l'origine, immanent à son expansion. La conquête impérialiste de la planète par les Européens et leurs enfants nord américains s'est déployée en deux temps et en amorce peut être un troisième.

- Le premier moment de ce déploiement dévastateur de l'impérialisme s'est organisé autour de la conquête des Amériques, dans le cadre du système mercantiliste de l'Europe atlantique de l'époque. Il s'est soldé par la destruction des civilisations indiennes et leur hispanisation-christianisation, ou tout simplement par le génocide parfait, sur lequel se sont construits les Etats Unis. Le racisme fondamental des colons anglo-saxons explique que ce modèle ait été reproduit ailleurs, en Australie, en Tasmanie (le génocide le plus parfait de l'histoire), en Nouvelle Zélande. Car si les espagnols catholiques agissaient au nom de la religion qu'il fallait imposer aux peuples conquis, les Anglo-protestants reprenaient de leur lecture de la Bible le droit d'exterminer les « infidèles ». L'infame esclavage des Noirs, rendu nécessaire par l'extermination des Indiens – ou leur résistance – a pris allègrement le relai pour la « mise en valeur » des parties utiles du continent. Personne aujourd'hui ne doute des motivations réelles de toutes ces horreurs, et ignore leur relation étroite avec l'expansion du capital mercantiliste. Il n'empêche que les Européens de l'époque ont accepté les discours idéologiques qui les ont légitimés et les protestations – celle de Las Casas par exemple – n'ont pas trouvé beaucoup d'échos, à l'époque.

Les dévastations de ce premier chapitre de l'expansion capitaliste mondiale ont produit - avec retard - les forces de libération qui en ont remis en question les logiques qui les commandaient . La première révolution du continent a été à la fin du XVIIIe siècle celle des esclaves de Saint Domingue (Haïti aujourd'hui), suivie plus d'un siècle plus tard par la révolution mexicaine des années 1910 de ce siècle, et cinquante après par celle de Cuba. Et si je ne signale ici ni la fameuse « révolution américaine », ni celle des colonies espagnoles qui l'a rapidement suivi, c'est parce qu'il ne s'agissait ici que d'un transfert du pouvoir de décision des métropoles aux colons pour faire la même chose, poursuivre le même projet – avec encore plus de brutalité – sans avoir à en partager les profits avec les « mères patries » d'origine.

- Le second moment de la dévastation impérialiste s'est construit sur la base de la révolution industrielle et s'est manifesté par la soumission coloniale de l'Asie et de l'Afrique. « Ouvrir les marchés » - comme celui de la consommation d'opium imposée aux Chinois par les puritains d'Angleterre -, s'emparer des ressources naturelles du globe, en constituaient les motivations réelles, comme chacun le sait aujourd'hui. Mais encore une fois l'opinion européenne n'a pas vu ces réalités et accepté – mouvement ouvrier de la seconde internationale inclus – le nouveau discours légitimateur du capital. Il s'agissait cette fois de la fameuse « mission civilisatrice ». Les voies lucides qu'on entend à l'époque sont plutôt celles de bourgeois cyniques, comme celle de Cecil Rhodes préconisant la conquête coloniale pour éviter la révolution sociale en Angleterre. Encore une fois celle des protestataires – de la Commune de Paris aux bolchéviks – n'a pas eu beaucoup d'écho. Cette phase seconde de la dévastation impérialiste est à l'origine du plus grand problème auquel l'humanité ait jamais été confronté : la polarisation gigantesque qui fait passer les rapports d'inégalité entre les peuples de 1 à 2 au maximum vers 1800 pour ce qui concerne 80 % de la population de la planète à 1 à 60 aujourd'hui, les centres bénéficiaires du système ne regroupant plus que 20 % de l'humanité. Ces réalisations prodigieuses de la civilisation capitaliste ont été simultanément le motif des plus violentes confrontations entre les puissances impérialistes qu'on ait jamais connu.

L'agression impérialiste a produit à nouveau les forces qui en ont combattu le projet : les révolutions socialistes (de la Russie, de la Chine, c'est à dire – et pas par hasard – toujours situées dans les périphéries victimes de l'expansion impérialiste et polarisante du capitalisme réellement existant) et les révolutions de libération nationale. Leur victoire a imposé un demi siècle de répit – l'après deuxième guerre mondiale – qui a pu nourrir l'illusion qu'enfin le capitalisme – contraint de s'y ajuster – parvenait à se civiliser.

- Nous sommes aujourd'hui confronté à l'amorce du déploiement d'une troisième vague de dévastation du monde par l'expansion impérialiste, encouragée par l'effondrement du système soviétique et des régimes du nationalisme populiste du tiers monde. Les objectifs du capital dominant sont toujours les mêmes – le contrôle de l'expansion des marchés, le pillage des ressources naturelles de la planète, la surexploitation des réserves de main d'œuvre de la périphérie – bien qu'ils opèrent dans des conditions nouvelles et par certains aspects fort différentes de celles qui caractérisaient la phase précédente de l'impérialisme. Le discours idéologique destiné à rallier les opinions des peuples de la triade centrale a été rénové et se fonde désormais sur un « devoir d'intervention » que légitimerait la défense de la « démocratie », des « droits des peuples », « l'humanitaire ». Mais si l'instrumentalisation cynique de ce discours paraît évidente aux Asiatiques et aux Africains, tant les exemples de « deux poids – deux mesures » sont flagrants, l'opinion occidentale s'y est rallié avec autant d'enthousiasme qu'elle s'y était aux discours des phases antérieures de l'impérialisme.

D'autre part les Etats Unis déploient, dans cette perspective, une stratégie systématique qui vise à assurer leur hégémonie absolue en solidarissant derrière eux l'ensemble des partenaires de la triade par la mise en avant de leur puissance militaire. La guerre du Kosovo a rempli de ce point de vue des fonctions décisives, comme en témoigne la capitulation intégrale des Etats européens ralliés aux vues américaines concernant le « nouveau concept stratégique » adopté par l'OTAN immédiatement après la « victoire » en Yougoslavie les 23-25 avril 1999. Dans ce « concept nouveau » (qualifié plus brutalement outre Atlantique de « doctrine Clinton ») les missions de l'OTAN sont étendues pratiquement à toute l'Asie et l'Afrique (les Etats Unis se réservant seuls le droit d'intervention en Amérique depuis la doctrine Monroe), avouant par

là même que l'OTAN n'est plus une alliance défensive mais l'instrument offensif des Etats Unis. Simultanément ces missions sont redéfinies dans des termes vagues à souhait qui intègrent de nouvelles « menaces » (la criminalité internationale, le « terrorisme », l'armement « dangereux » de pays hors OTAN etc. ...) ce qui doit permettre évidemment de justifier à peu près n'importe quelle agression utile aux Etats Unis. Clinton ne s'est d'ailleurs pas privé de parler à ce sujet des « Etats crapules » qu'il faudrait frapper « préventivement », sans préciser davantage ce qu'il entend par la crapulerie en question. L'OTAN est de surcroît libérée de l'obligation de n'agir que sur mandat de l'ONU, traité avec un mépris égal à celui par lequel les puissances fascistes ont traité la SDN (l'analogie des termes utilisés est frappante).

L'incroyable ralliement au projet des opinions publiques européennes (celle des Etats Unis est suffisamment naïve pour ne poser aucun problème), et en particulier de celles de leurs gauches majoritaires, constitue une catastrophe dont les conséquences ne pourront être que tragiques. Le matraquage des médias – focalisé sur les régions d'intervention décidées par Washington – explique sans doute en partie ce ralliement. Mais, au delà, les occidentaux sont persuadés que parce que les Etats Unis et les pays de l'Union européenne sont « démocratiques », leurs gouvernements sont incapables de « vouloir le mal », réservé aux « dictateurs » sanglants de l'Orient. Cette conviction les aveugle au point de leur faire oublier le poids décisif des intérêts du capital dominant. Ainsi une fois de plus les opinions dans les pays impérialistes se donnent-elles bonne conscience.

Comment les peuples menacés par cette troisième vague de l'expansion impérialiste réagiront ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais ils réagiront certainement.

IV. La riposte nécessaire : combattre pour un monde multipolaire et démocratique

- La stratégie déployée par la triade sous la direction des Etats Unis s'assigne l'objectif de la construction d'un monde unipolaire organisé sur la base de deux principes complémentaires : la dictature unilatérale du capital dominant des transnationales et le déploiement d'un Empire militaire US auquel toutes les nations seraient contraintes de se soumettre. Aucun autre projet n'est tolérable dans cette perspective, pas même le projet européen des alliés subalternes de l'OTAN, a fortiori un projet qui se voudrait autonome à un degré quelconque, comme celui de la Chine, qui doit être brisé, par la violence s'il le faut.

A cette vision d'un monde unipolaire, il faut opposer celle d'une mondialisation multipolaire, seule stratégie permettant un développement social acceptable pour les différentes régions du monde et par là même la démocratisation des sociétés et la réduction des motifs de conflit. La stratégie hégémoniste des Etats Unis et de ses alliés de l'OTAN est aujourd'hui l'adversaire principal du progrès social, de la démocratie et de la paix.

L'argument mis en avant pour faire accepter le projet de monde unipolaire sous la houlette des Etats Unis est très simple « la mondialisation l'impose ». Il n'y aurait donc pas d'alternative : le « monde », devenu dit-on « un village », a besoin d'un gouvernement mondial et seul les Etats Unis, soutenus par leurs alliés de l'OTAN, peuvent constituer cette autorité nécessaire (et « démocratique » par dessus le marché), la « faillite » de l'ONU étant évidemment établie à la fois par le blocage de vetos éventuels de la Chine (l'ennemi principal) et peut être même de la Russie et par les attermoissements des Nations du tiers monde à l'Assemblée générale. Les médias matraquent les opinions sur cet air, toutes les forces politiques occidentales, gauches majoritaires incluses hélas, y souscrivent sans hésitation.

Les Américains eux, ont développé une vision structurée d'ensemble du projet, qualifié de « global governance », repris en français par « gouvernance globale ». La gouvernance en question est construite sur deux piliers. Au plan économique il s'agit simplement de transférer tout le pouvoir de décision apparent aux institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale), à l'OMC et à l'AMI. Je dis bien le pouvoir apparent, car les institutions de Bretton Woods ont été construites d'une manière qui en assure le commandement aux Etats Unis seuls. L'Organisation Mondiale du Commerce et l'Accord Multilatéral sur les Investissement sont, eux, des institutions directement à la botte des transnationales. Bien entendu les institutions spécialisées des Nations Unies – la CNUCED, la FAO, l'ONUDI, le PNUD etc. – sont, dans ce projet, marginalisés ou vassalisés. Le projet élimine donc d'emblée la seule véritable interrogation nécessaire : comment réguler démocratiquement les marchés tant aux plans nationaux que régionaux et mondiaux ? Le second pilier de cette gouvernance constitue tout simplement à substituer l'OTAN (pour la forme, en réalité donc les Etats Unis auxquels s'associent obligatoirement les autres pays de l'OTAN) à toute autre forme d'expression politique et militaire de la « communauté internationale ». Ce n'est ni l'Assemblée générale de l'ONU, ni son Conseil de sécurité, ni les organisations régionales (comme l'OUA en Afrique), ni même l'OCDE (le Club des riches) et pas davantage l'Union Européenne (dont les Américains savent qu'elle n'existe pas) qui ont quoi que ce soit à dire pour mettre en œuvre les exigences politiques et militaires de cette « gouvernance » unilatérale du capital dominant. On leur substitue l'OTAN ! Je dois dire qu'entendre le Secrétaire Général de cette organisation militaire parler au nom de la « communauté internationale » est jugé comme obscène – à juste titre – dans toute l'Asie et l'Afrique. Les gauches majoritaires européennes par contre l'acceptent et boivent comme du petit lait les discours insipides sur la démocratie et les droits des peuples qui accompagnent toutes les initiatives agressives de Washington. La feuille de vigne leur suffit.

- Il reste que ce projet libéral – militaire impérialiste est une utopie réactionnaire qui se heurte déjà au refus des peuples. L'histoire est rentrée de ce fait dans une phase de montée des luttes politiques et sociales, mais aussi des conflits.

Rien de bon et de solide ne pourra être réalisé dans la longue marche nécessaire vers un monde multipolaire sans démocratisation. J'entends par là non pas seulement l'adoption de règles formelles de gestion de la vie politique par les moyens qui sont ceux d'un Etat de droit, respectueux du pluripartisme, mais encore et au delà la construction de rapports démocratiques dans tous les domaines de la vie sociale (égalité des sexes, respect des droits des peuples etc.). Il va de soi également que si elle n'est pas accompagnée de politiques sociales efficaces assurant l'insertion de tous dans la vie économique, une égalité grandissante réelle dans l'accès aux moyens matériels que la modernité permet, la démocratie restera vulnérable, voire même son concept dévalorisé, comme j'en ai exprimé la crainte plus haut en qualifiant les formes préconisées dans la pratique libérale de « démocratie de basse intensité ». A son tour seule la démocratisation au sens où je l'ai définie peut permettre d'espérer une réduction des conflits – car espérer l'abolition totale de leurs causes relève de la mauvaise utopie – et partant de mettre en place des systèmes de sécurité garants de la paix.

Le monde contemporain n'est pas engagé sur cette voie, en dépit du discours concernant la démocratie et du matraquage médiatique qui le répercute à travers le monde. Néanmoins la phase nouvelle est déjà caractérisée par la montée des luttes engageant les classes populaires victimes du système. Paysans sans terre du Brésil, salariés et chômeurs solidaires dans quelques pays européens, syndicats qui rassemblent la grande majorité du salariat (comme en

Corée ou en Afrique du Sud), jeunes et étudiants entraînant le petit peuple des villes (comme en Indonésie), la liste de ces luttes s'allonge chaque jour. Le développement de ces luttes sociales est certain. Elles seront caractérisées certainement par un grand pluralisme, qui est une caractéristique positive, à mon avis, de notre époque. A l'origine de ce pluralisme il faudrait sans doute reconnaître l'accumulation des résultats obtenus par ce qu'on a parfois appelé les « nouveaux mouvements sociaux ». Les défis auxquels ce développement est confronté sont de natures diverses bien entendu, selon les lieux et les temps.

Mais la crise exacerbe aussi les contradictions au sein des blocs de classes dominantes, en Russie, en Corée, en Asie du Sud est, demain en Amérique latine, en Afrique et dans le monde arabe, en Inde. Elle pourrait même avoir des répercussions en Europe et faire voler en éclats l'unanimité droite-gauche qui caractérise actuellement la vie politique des sociétés de ce continent. Rien ne garantit a priori que ces contradictions seront surmontées par des moyens démocratiques. D'une manière générale les classes dominantes aux abois s'emploient à éviter que les peuples n'interviennent dans les débats, soit en manipulant les opinions (et sauvegardant ainsi les apparences de la démocratie), soit en envisageant carrément le recours à la violence.

Ces conflits sont appelés à prendre des dimensions internationales de plus en plus accusées, à opposer donc des Etats et des groupes d'Etats les uns aux autres. Déjà on voit se dessiner le conflit entre les Etats Unis, le Japon et leur fidèle allié australien d'une part, la Chine et les autres pays asiatiques d'autre part. Il n'est pas difficile d'imaginer la renaissance d'un conflit entre les Etats Unis et la Russie, si celle-ci parvient à sortir de l'involution dans laquelle Boris Eltsine l'a engagée. Et si la gauche européenne en venait à se libérer de sa soumission au double diktat du capital et de Washington, on pourrait imaginer que la nouvelle stratégie européenne s'articule sur celles de la Russie, de la Chine, de l'Inde et du tiers monde en général dans la perspective de la construction multipolaire nécessaire.

La question centrale est alors de savoir comment s'articuleront les conflits et les luttes sociales (en les distinguant soigneusement les unes des autres comme je le fais ici). Qui l'emportera ? Les luttes sociales seront-elles subordonnées, encadrées par les conflits et donc maîtrisées par les pouvoirs dominants, voire instrumentalisées à leur bénéfice ? Ou au contraire les luttes sociales conquérant leur autonomie contraindront les pouvoirs à s'ajuster à leurs exigences ?

- Ce que je proposerai dans cet esprit procède de cette logique de « l'utopie créatrice ». Car ni l'entêtement libéral, ni les logiques de son rejet néo-fasciste ne permettent de sortir du cercle infernal du chaos. L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des « lois de l'économie pure » comme l'imaginent certains économistes d'université. Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces « antisystémiques » - si l'on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (ici la loi du profit propre au capitalisme comme système) – façonnent l'histoire véritable autant que la logique « pure » de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion qui se déploie alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation inauguré par l'expansion capitaliste, n'est pas « utopique ». Il est au contraire le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans son sens devrait rallier rapidement des forces

sociales puissantes dans toutes les régions du monde, capable d'en imposer la logique. S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système réduite à la régulation par le marché mondial. Car si la cohérence nationale recule, elle ne cède pas la place à une cohérence mondiale qui reste introuvable.

Un monde multipolaire est tout d'abord un monde régionalisé. L'interdépendance négociée et organisée d'une manière qui permette aux peuples et aux classes dominées d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à de meilleures conditions de vie constitue le cadre de cette construction d'un monde polycentrique. Elle implique certainement qu'on dépasse l'action dans le cadre des Etats-nations, surtout de ceux de taille modeste ou moyenne, au bénéfice d'organisations régionales à la fois économiques et politiques, permettant des négociations collectives entre ces régions. Les défis auxquels sont confrontés ces régions et pays sont trop différents pour qu'il soit possible d'envisager pour tous les mêmes formules.

L'Union Européenne pourrait s'engager dans cette voie, bien qu'elle soit mal partie, ayant développé une conception purement économiciste de son projet (un marché intégré sans plus), et se retrouve de ce fait confrontée à la difficulté majeure qui est de se doter d'un pouvoir politique commun lui correspondant. Or tant que le volet social du projet restera, comme il l'est, une coquille creuse, le marché unique engendrera des conflits sociaux, et à partir de là nationaux, insurmontables. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que l'Europe sera de gauche ou ne sera pas.

L'Europe de l'Est pourrait-elle être intégrée dans ce système européen ? Peut être, mais à condition aussi que dans leurs rapports internes les Européens de l'Ouest ne voient pas dans ceux de l'Est leurs « latino américains ». Le développement inégal des Europes, pour être surmonté, exigerait alors une sous organisation propre à l'Europe de l'Est, articulée sur des institutions pan européennes, mais tolérant des règles du jeu différents pour chaque moitié du continent. Une longue transition est donc nécessaire avant d'entrer dans la phase ultérieure de l'intégration pan européenne économique et politique. La Russie et les Etats de l'ex URSS sont dans une situation de même nature, même si, par sa taille, la Russie reste potentiellement une grande puissance. La reconstruction d'une coopération - intégration des pays de l'ex URSS est une étape nécessaire, si l'on veut écarter le danger explosif d'une accusation de leur développement inégal.

Les problèmes des régions du tiers monde sont différents dans la mesure où leur « sous développement » est plus marqué. De ce fait : (i) ces pays et régions sont moins profondément intégrés dans le système productif mondialisée en construction. A part la Corée et Taiwan qui sont peut être les seules exceptions (Hong Kong étant intégré à la Chine), dans tous les autres pays semi industrialisés du tiers monde seuls des segments limités du système productif sont intégrés à la nouvelle économie mondialisée ; (ii) ils sont simultanément moins intégrés entre eux, et même pratiquement pas du tout, surtout en ce qui concerne les pays du « quart monde » ; (iii) ils sont inégalement développés et l'essor de l'après guerre a accusé cette inégalité, qui sépare désormais le groupe des pays semi industrialisés de ceux du quart monde ; enfin (iv) pour toutes ces raisons ils sont attirés par des associations régionales Nord Sud qui opèrent au détriment de leur autonomie collective.

A partir de là on pourrait reprendre les grandes questions relatives à l'ordre mondial pour proposer les axes et les objectifs de grandes négociations susceptibles d'organiser une interdépendance contrôlée, mise au service des peuples, sur au moins les grandes questions suivantes :

(i) La renégociation des « parts de marché » et des règles d'accès à ceux-ci. Ce projet remet en cause bien entendu les règles de l'OMC qui, derrière un discours sur la « concurrence loyale », s'emploie exclusivement à défendre les privilèges des oligopoles actifs à l'échelle mondiale.

(ii) La renégociation des systèmes de marchés de capitaux, dans la perspective de mettre un terme à la domination des opérations de spéculation financière et d'orienter les investissements vers les activités productives au Nord et au Sud. Ce projet remet en question l'existence de la Banque Mondiale.

(i) La renégociation des systèmes monétaires dans la perspective de la mise en place d'arrangements et de systèmes régionaux assurant une stabilité relative des changes, complétés par l'organisation de leur interdépendance. Ce projet remet en question le FMI, l'étalon dollar et le principe des changes libres et fluctuants.

(ii) L'amorce d'une fiscalité de portée mondiale, par exemple par la taxation des rentes associées à l'exploitation des ressources naturelles et leur redistribution à l'échelle mondiale selon des critères appropriés et pour des usages affectés.

(iii) La démilitarisation de la Planète, en commençant par la réduction des forces de destruction massive des plus puissants.

(iv) La démocratisation de l'ONU.

J'insisterai ici sur les deux derniers points. Car le discours dominant, ressassé par les médias, axé sur les dangers que comporterait la « prolifération » des armements nucléaires et autres, est véritablement mal venu, dès lors que la puissance militaire américaine a opté pour le bombardement terroriste et qu'on sait qu'elle n'hésiterait pas à faire usage du nucléaire si elle le juge nécessaire. Devant cette menace majeure les autres pays du monde – Russie, Chine, Inde et autres – ne peuvent réagir que par le choix de la construction de forces militaires capables de dissuader l'agression impérialiste en rendant celle-ci coûteuse. La paix est à ce prix.

L'ONU doit être le lieu de l'élaboration du droit international. Il n'y en a pas d'autres qui puissent être respectables. Que celle-ci implique des réformes de l'organisation, qu'on réfléchisse aux voies et moyens (y compris d'innovation institutionnelle) qui permettent aux forces sociales réelles d'y être représentées aux côtés des gouvernements (qui, au mieux, ne les représentent que très imparfaitement), qu'on s'assigne l'objectif d'intégrer dans un ensemble cohérent les règles du droit international (le respect de la souveraineté), celles qui concernent les droits des individus et des peuples et celles qui concernent les droits économiques et sociaux, oubliés dans la vulgate libérale, lesquels impliquent nécessairement la régulation des marchés, voilà de quoi meubler un agenda lourd de questions auxquelles je ne chercherai pas à donner ici des réponses qui seraient fatalement trop brèves. Il s'agit d'un processus long sans aucun doute. Mais il n'y a pas de raccourci ; l'histoire de l'humanité n'est pas parvenue à son terme, elle continuera à progresser au rythme de ses possibilités.